

L'environnement en Europe: état et perspectives 2005

Résumé

Améliorations en Europe, choix locaux, impacts globaux

Les Européens accordent beaucoup d'intérêt à leur environnement — il ressort des sondages Eurobaromètre qu'une vaste majorité d'entre eux (plus de 70 %) souhaite que les décideurs attachent la même importance à la politique environnementale qu'aux politiques économique et sociale. Individuellement, les Européens sont aussi prêts à agir davantage en faveur de l'environnement; pour autant, ils consentiraient à plus d'efforts s'ils étaient mieux informés des choix environnementaux de moindres coûts ou de coûts zéro. Ils agiraient d'autant plus s'ils étaient également convaincus que leurs concitoyens en feraient autant.

Au cours des 30 dernières années, beaucoup a été fait pour améliorer l'environnement en l'Europe. Le plomb a été éliminé de la plupart des essences. Les chlorofluorocarbones (CFC), qui appauvrissent la couche d'ozone, ont été progressivement abandonnés. Les émissions d'oxyde d'azote par les transports routiers ont diminué d'environ 90 % par rapport à ce qu'elles auraient été sans l'adoption des pots catalytiques. De même, les émissions de dioxyde de soufre dues à la production d'électricité ont considérablement chuté principalement sous l'effet de l'introduction de technologies de désulphérisation.

Grâce à l'accroissement du traitement des eaux usées urbaines, les cours d'eau, lacs et estuaires européens recouvrent de pollutions lourdes. Dans l'Union européenne, les zones naturelles protégées désignées représentent aujourd'hui 18 % de l'ensemble du territoire et contribueront à préserver les écosystèmes et la diversité biologique. Les superficies forestières augmentent légèrement et, dans certaines régions, la forêt se régénère plus vite que par le passé. Ces améliorations et bien d'autres progrès se traduisent par de nombreux avantages pour la santé des personnes et pour leur qualité de vie.

Il n'en reste pas moins d'importants défis à relever. Le plus pressant est indéniablement celui qui est lié aux changements climatiques dont on considère déjà que l'impact est évident: événements climatologiques

extrêmes de plus en plus fréquents, pénuries d'eau au niveau régional et fonte des glaces polaires. Au nombre des autres priorités environnementales figurent la pollution atmosphérique et la réglementation des produits chimiques en vue de réduire leur impact sur la santé et l'environnement, la préservation des terres comme ressource de production et comme réservoir de la biodiversité, l'amélioration de la quantité et de la qualité des réserves d'eau douce ainsi que la préservation de "l'état de santé" des océans. Ces derniers, notamment, sont des écosystèmes clés assurant durablement la viabilité des biens et services écologiques dont nous dépendons.

Le recours accru aux énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne et l'énergie solaire en remplacement de certaines ressources énergétiques non renouvelables exploitées par les pays développés comme les pays émergents est une des réponses à ces problèmes.

Bon nombre des problèmes environnementaux auxquels nous sommes actuellement confrontés découlent de la façon dont l'Europe utilise ses territoires, de sa structure économique et du mode de vie de ses habitants. Ce sont là des données qui sont difficiles à modifier. En particulier, l'accent mis sur les questions environnementales est passé de problématiques liées la production à des problématiques de consommation. Une meilleure connaissance des effets sur l'environnement et sur la santé aurait un impact positif sur nos choix quotidiens en matière d'achats, nos décisions de lieux de vie et de voyage.

Entre 1990 et 2002, les dépenses des ménages ont augmenté d'un tiers dans l'UE-15. On prévoit qu'elles doubleront d'ici 2030 dans les pays de l'UE-25, avec d'importantes différences entre les groupes de revenu et entre les régions. Dans le contexte d'une économie de plus en plus orientée vers la mondialisation, les choix des consommateurs, où qu'ils soient, ont une incidence croissante sur l'environnement européen, certes, mais aussi sur celui de nombreuses autres parties du monde. Une meilleure compréhension des impacts potentiels, grâce à une recherche accrue, contribuerait à inverser certaines tendances actuelles et futures.



“L’empreinte écologique” de l’UE-25 — superficie estimée de terres nécessaires pour produire les ressources que nous consommons et pour absorber les déchets que nous produisons — est d’environ cinq hectares par personne, soit la moitié de celle des États Unis mais plus que celle du Japon. Elle est également plus de deux fois supérieure, en moyenne, à celle du Brésil, de la Chine ou de l’Inde. Déjà, le taux annuel d’exploitation globale des ressources naturelles est environ 20 % supérieur au taux de renouvellement. C’est ce qu’on appelle “vivre sur le capital et non pas sur les intérêts”.

Urbanisation accrue, abandon des terres

Près des trois quarts de la population de l’Union européenne vivent dans des zones urbaines et suburbaines représentant 10 pour cent de sa superficie totale. Cela semble gérable, mais l’intensité et les conflits sur les utilisations multiples des terres peuvent avoir des répercussions sur des parties notables du territoire européen, loin du lieu d’utilisation initiale des terres.

Une analyse récente montre que plus de 800 000 hectares supplémentaires de terres naturellement productives ont été transformés en surfaces artificielles pour la construction d’habitations, de bureaux, de magasins, d’usines et de routes, soit un accroissement de 6 % des zones urbaines entre 1990 et 2000. Cela correspond à trois fois la superficie du Luxembourg et représente une réduction considérable du capital naturel. Le faible prix des bonnes terres agricoles, comparativement à celui des terrains urbanisés, est un des facteurs clés ayant une incidence sur l’accroissement de l’urbanisation.

Le tourisme continue aussi de progresser, grâce, en partie, aux prix avantageux des voyages en avion ainsi qu’à l’enrichissement et au vieillissement de la population européenne. Il contribue, lui aussi, à l’expansion des zones urbaines, notamment dans l’arrière-pays des agglomérations côtières, comme c’est le cas le long de la côte méditerranéenne pourtant déjà très aménagée. La mauvaise planification du

développement touristique peut également accroître les pressions exercées sur les zones déjà confrontées au stress hydrique.

À mesure que les zones urbaines s’étendent, elles utilisent de plus en plus les ressources en eau et en terres des zones environnantes. Cette croissance a un impact sur les importants “services” que la nature est censée assumer gratuitement tels que le filtrage naturel des eaux vers les aquifères d’eau potable, la préservation des zones humides et de la diversité génétique existant dans les zones d’agriculture extensive à petite échelle. L’élimination du couvert forestier peut radicalement altérer le ruissellement des eaux pluviales, provoquer des coulées de boue et d’autres problèmes, et accroître l’exposition des zones concernées au risque d’inondation.

Les changements climatiques — une réalité

Les changements climatiques sont en cours. En Europe, les températures moyennes ont augmenté de 0,95 °C au cours des 100 dernières années et devraient augmenter de 2 à 6 °C au cours de ce siècle. Dans certains endroits, l’agriculture pourrait ainsi bénéficier de saisons de végétation plus longues, mais dans d’autres, elle risquera de souffrir de graves pénuries d’eau et d’événements climatiques plus graves encore (et moins prévisibles).

L’augmentation de la température des mers et des concentrations plus élevées en nutriments accroissent le risque de prolifération algale — phytoplancton toxique, nocif pour la faune et la flore marines et pour l’homme. Le zooplancton — tout en bas de la chaîne alimentaire — et les poissons dont il est la principale source d’alimentation ont tendance à suivre les tendances de la température. De fait, certaines espèces ont déjà migré de mille kilomètres vers le nord. Les espèces animales et végétales terrestres ont également commencé à migrer. Malheureusement pour certaines d’entre elles, la migration n’est pas possible. Les espèces alpines vivant à très haute altitude n’ont aucune possibilité à cet égard.

En réponse à cette situation, les ministres de l'Union européenne se sont mis d'accord sur une valeur cible pour limiter la hausse à long terme de la température moyenne à l'échelle planétaire: 2 °C au maximum, au-dessus des niveaux pré-industriels. Ils ont également indiqué qu'une stabilisation des concentrations de CO₂ à un niveau très inférieur à 550 ppm pouvait être nécessaire pour atteindre cet objectif, ce qui nécessiterait une réduction, d'ici 2050, de 60 à 80 % des émissions de gaz à effet de serre dans les pays développés comparativement aux niveaux de 1990. À court terme, l'Union européenne devrait atteindre ses objectifs de Kyoto grâce à l'application du système d'échange de quotas d'émissions et à la mise en œuvre d'autres mesures telles que le Programme européen sur le changement climatique. Toutefois, son objectif à moyen terme pour 2020, à savoir une réduction de 15 à 30 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990, sera plus difficile à atteindre.

Selon des scénarios conduits par l'AEE, pour une économie basée sur de faibles émissions de gaz carbonique, la solution passe essentiellement par trois mesures: réduction de la consommation énergétique, augmentation de la part des énergies renouvelables et amélioration de l'efficacité de la production et de la consommation d'électricité, grâce, notamment, à l'application de mesures supplémentaires d'économie d'énergie. L'utilisation de sources d'énergie renouvelables pour la production d'électricité augmente progressivement alors que la possibilité d'accroître la production d'origine nucléaire est un sujet ouvert — et âprement débattu — dans la plupart des pays.

Peu de progrès en matière de gestion de la demande d'énergie

Depuis 2000, l'amélioration de l'efficacité de la production d'électricité et le recul de la demande d'énergie de la part du secteur industriel ont été contrebalancés par l'accroissement de la consommation d'énergie de la part des consommateurs et du secteur tertiaire. De plus en plus de ménages utilisent un nombre croissant d'appareils électriques. Selon certaines études, par exemple, le fait de laisser les

appareils électriques en mode de veille représente actuellement de 3 à 13 % de la consommation d'électricité des ménages.

D'ici à 2030, la demande d'énergie dans l'Union européenne devrait augmenter de près de 20 %, soit à un rythme nettement plus lent que celui qui avait été prévu pour le PIB, cette augmentation allant néanmoins dans le mauvais sens par rapport aux exigences de la lutte contre le changement climatique. Les mesures rentables d'amélioration de l'efficacité énergétique sont trop peu utilisées. Ainsi, le recours à de meilleures installations de cogénération pourrait améliorer l'efficacité de l'approvisionnement énergétique. Le captage et le stockage du dioxyde de carbone pourraient servir de technologie de transition. La mise en œuvre de mesures d'amélioration du rendement énergétique pour les bâtiments, les véhicules et les biens de consommation stimulée par des dispositions et règlements basés sur l'économie de marché contribuerait à réduire la demande.

À moyen terme, l'investissement soutenu dans les énergies renouvelables, dans l'amélioration du rendement énergétique et dans l'exploitation de l'hydrogène comme vecteur d'énergie pourrait contribuer à réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis des combustibles fossiles. Ces mesures aideraient plus particulièrement le secteur des transports où la demande d'énergie et les émissions de CO₂ augmentent le plus rapidement. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des décennies à venir, ce qui ne manque pas d'être inquiétant. La part des déplacements par avion dans les transports en général devrait notamment doubler entre 2000 et 2030.

L'Union européenne a affirmé son rôle de leader et son engagement en fixant des objectifs ambitieux, notamment en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle a également reconnu que l'inaction crée un risque trop grand. Le passage aux sources d'énergie à faible émission de dioxyde de carbone suggéré par les scénarios de l'AEE entraînerait une augmentation des factures d'énergie pour le consommateur. Mais, comme commencent à le montrer plusieurs études, l'inaction a également

un coût. Selon l'une d'elles, les "coûts sociaux du dioxyde de carbone" — coûts que doit supporter la société mondiale pour chaque tonne de dioxyde de carbone émise dans l'atmosphère — se situent aux alentours de 60 EUR par tonne. Selon d'autres études, ces coûts seraient nettement plus élevés. Les différences d'estimation sont fonction de la valeur monétaire attribuée aux impacts à long terme sur le climat, l'agriculture, la qualité de l'air, les nuisibles, l'approvisionnement en eau et les maladies.

Ces coûts peuvent être replacés dans leur contexte lorsqu'on considère que dans l'UE-25 les émissions de gaz à effet de serre varient de 5 à 25 tonnes de dioxyde de carbone par personne en fonction du pays dans lequel on vit (soit l'équivalent, en coûts sociaux, de 300 à 1 500 euros par personne). Ces chiffres sont à comparer avec les coûts supplémentaires estimés à 45 euros par personne, en 2030, pour une économie à faible émission de dioxyde de carbone: cette dernière est nettement moins coûteuse.

Nous sommes en meilleure santé, mais toujours exposés aux polluants

L'Europe a considérablement progressé dans la réduction de nombreuses formes de pollution atmosphérique. Elle a notamment éliminé le phénomène du smog dans de nombreuses régions et réduit celui des pluies acides. Toutefois, les fortes concentrations de fines particules et d'ozone au niveau du sol continuent de poser des problèmes de santé dans de nombreuses villes et aux alentours. L'ozone au niveau du sol altère également l'état des écosystèmes et nuit aux récoltes agricoles dans de vastes parties de l'Europe rurale.

Malgré la réduction des émissions, les concentrations de polluants restent élevées et sont souvent supérieures aux objectifs fixés. L'exposition à ces concentrations entraîne une réduction de l'espérance de vie, est la cause de décès prématurés et se traduit par une détérioration générale de la santé. Compte tenu de l'accroissement du volume des transports (30 %

pour les marchandises et 20 % pour les voyageurs) au cours des 10 dernières années, les améliorations technologiques pourtant conséquentes n'ont pas entraîné une réduction générale notable des émissions.



L'Europe perd 200 millions de jours ouvrables par an en raison de maladies liées à la pollution atmosphérique. De plus, l'OCDE estime que chez les jeunes enfants européens, 6,4 % des décès et des maladies sont dus à la pollution de l'air. Ce pourcentage est très nettement supérieur dans les nouveaux États membres de l'UE. L'analyse sous-tendant la stratégie thématique en matière de pollution atmosphérique publiée en septembre 2005 montre qu'un impact considérable sur la santé humaine et sur les écosystèmes persistera, même avec la mise en œuvre totale de l'actuelle législation.

Les améliorations des technologies des transports — des véhicules hybrides à ceux qui consomment de l'hydrogène — ont toutes un rôle à jouer dans la réduction de l'exposition aux polluants. Il en va de même pour l'aménagement urbain qui pourrait offrir des approches de transport intégré comme véritables alternatives aux transports automobiles dans de nombreuses zones urbaines.

Les citoyens européens sont également exposés à un cocktail de plus en plus riche de polluants chimiques contenus dans les produits alimentaires et les biens de consommation modernes, notamment les meubles, les vêtements et les objets ménagers. Les liens entre les produits chimiques et les cancers de certains organes (testicules, prostate, seins) et la leucémie infantile sont de plus en plus mis en évidence. On manque de preuves irréfutables, mais la présence très répandue de traces chimiques dans les échantillons sanguins de l'homme et dans l'environnement constitue un motif de préoccupation évident. Des mesures peuvent être prises. Une réduction des quantités de produits chimiques dangereux utilisés dans l'agriculture et des teneurs de résidus dans les produits de consommation contribuerait à atténuer les conséquences en grande partie inconnues de ces mélanges chimiques.

La prévention de la pollution, ça paie!

D'importants efforts ont été consacrés à l'épuration des eaux usées et à la réduction de la quantité de rejets

industriels polluants. Il reste toutefois du chemin à faire avant que la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires soit pleinement mise en œuvre. Des progrès ont été constatés grâce à l'investissement de capitaux et à des formes de traitement perfectionnées.

Les tendances montrent qu'il sera possible de réduire encore davantage la pollution des eaux résiduaires, notamment dans les pays de l'UE-10 à partir de 2007, grâce aux fonds structurels et de cohésion de l'Union européenne. L'expérience acquise au cours des 20 dernières années en ce qui concerne les politiques de traitement des eaux résiduaires montre que les investissements dans les installations de traitement associés à des incitations économiques en faveur d'une réduction de la pollution à la source constituent le moyen le plus rentable de réduire ce type de pollution.

Grâce à des politiques telles que la directive "nitrates", l'Union européenne a cherché à réduire la pollution par l'agriculture. Pendant ce temps, les investissements effectués par le secteur de l'eau continuent d'assurer la qualité de l'eau potable. En raison de l'utilisation d'engrais organiques et minéraux et de pesticides, le phénomène de dissolution dans les cours d'eau et les nappes phréatiques se poursuit. Alors que l'utilisation de tels produits chimiques devrait diminuer dans les pays de l'UE 15, le recours aux engrais minéraux va augmenter de 35 % d'ici à 2020 dans l'UE 10 à mesure que l'agriculture s'intensifie.

En Europe, les problèmes de qualité des eaux souterraines persisteront dans de nombreuses régions dans la mesure où il peut falloir des décennies avant que les polluants qui pénètrent dans le sol atteignent nos cours d'eau, nos lacs et nos sources d'approvisionnement en eau. La prévention s'appuyant sur la modification des pratiques agricoles est plus rentable que l'épuration, en particulier dans une optique à long terme.



L'épuisement de nos ressources naturelles

La situation des stocks mondiaux de poissons illustre bien les dangers d'une surexploitation des ressources naturelles et d'une altération des fonctions des écosystèmes. Les poissons constituent la dernière grande source d'alimentation naturelle. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), 75 % des stocks mondiaux de poissons font l'objet d'une pêche excessive et les prédateurs de niveau supérieur tels que le thon et le requin, se font de plus en plus rares.

À la suite de l'épuisement de nombreux stocks de poissons en Europe, la flotte de pêche européenne a élargi ses zones de capture, soutenue en cela par des subventions et des accords bilatéraux. Elle a contribué à épuiser la chaîne alimentaire halieutique en prélevant des tonnages considérables d'espèces de haut niveau trophique. Elle a par la même occasion mise sous pression de nombreuses espèces présentant un intérêt commercial considérable et menacé la structure de l'écosystème.

Concernant l'environnement terrestre, la mise sous protection de 18 % de la superficie du territoire de l'Europe en vertu du réseau écologique européen Natura 2000 contribuera à préserver la santé et la diversité des écosystèmes. Néanmoins, les paysages de l'Europe, qui font partie intégrante de son patrimoine culturel et sont indispensables à la protection de la biodiversité, subissent des modifications à grande échelle potentiellement irréversibles. Ces modifications ont un impact sur les espèces et le fonctionnement des écosystèmes.

Les pertes de biodiversité les plus importantes constatées au niveau des habitats et des écosystèmes sur l'ensemble du territoire pendant les années 1990 ont concerné les landes, les broussailles et la toundra, ainsi que les tourbières, marais et fagnes. Une partie importante des zones humides restantes a subi l'aménagement des côtes, des cours d'eau et de réservoirs en zones de montagnes. De même, bien qu'une plus grande superficie de l'Europe soit boisée

aujourd'hui que dans un passé récent, de nombreuses forêts sont exploitées de manière plus intensive qu'avant.

Ces pertes ont un impact direct sur les espèces individuelles. Malgré l'application de politiques de protection entrant dans le cadre de la stratégie européenne de protection des habitats naturels et de la faune et de la flore sauvages, de nombreuses espèces sont menacées, dont 42 % des mammifères indigènes, 15 % des oiseaux, 45 % des papillons, 30 % des amphibiens, 45 % des reptiles et 52 % des poissons d'eau douce.

Les sols sont extrêmement variés en Europe: plus de 300 types de sols majeurs sont identifiés sur l'ensemble du territoire. Le sol perdu peut éventuellement être remplacé par des processus naturels, mais il peut falloir jusqu'à 50 ans pour produire seulement quelques centimètres de sol nouveau. Il faut donc considérer le sol comme une ressource non renouvelable. Il est exposé à de multiples menaces (érosion, bétonnage, contamination, salinisation) auxquelles, jusqu'à maintenant, il a été difficile de s'attaquer et qui devraient continuer de poser un problème compte tenu des évolutions prévues en Europe en matière d'urbanisation, d'agriculture intensive et d'industrialisation/de désindustrialisation.

La demande en eau continue d'augmenter, particulièrement dans le secteur des ménages. Dans les nouveaux États membres, la consommation d'eau par les ménages devrait augmenter de 70 % au cours de la prochaine décennie. On utilise également plus d'eau pour irriguer les cultures vivrières, particulièrement en Europe du Sud où on observe déjà des signes de stress hydrique. Les changements climatiques ne peuvent qu'aggraver et intensifier ce problème. La question de la disponibilité à long terme de réserves abondantes et fiables d'eau non contaminée va prendre de l'importance dans le contexte des actions futures d'aménagement du territoire, plus particulièrement autour de la Méditerranée.

Au cours de la dernière décennie, l'Europe a pratiquement réussi à découpler la croissance

économique de la consommation de matériaux et d'énergie. En valeur absolue, le taux d'exploitation des ressources naturelles est toutefois resté stable. Il existe d'importantes différences entre les pays de l'Union européenne où l'intensité d'utilisation des matériaux varie d'environ 11 kg/euro du PIB à moins de 1 kg/euro. Ces différences peuvent en partie s'expliquer par l'équilibre de l'activité économique entre industrie et services. Néanmoins, en Europe occidentale, la productivité des ressources naturelles et le rendement énergétique sont en moyenne quatre fois supérieurs à celle des nouveaux États membres. Cela offre des possibilités considérables d'atteindre un meilleur équilibre en matière de productivité des ressources naturelles entre les pays de l'UE-15 et l'UE-10 par un transfert de technologie et d'autres mesures.

Intégration, innovation et réforme du marché

Les politiques environnementales efficaces mises en œuvre par l'Union européenne au cours des 30 dernières années étaient en grande partie axées sur des sources ponctuelles très visibles. Les problèmes ont été essentiellement résolus par la réglementation et des innovations techniques. Le défi à relever aujourd'hui consiste à élaborer et mettre en œuvre des politiques à long terme pour les secteurs économiques qui contribuent le plus à des formes très diffuses de pollution.

Il faudra vraisemblablement plusieurs décennies d'orientation politique cohérente, à long terme et malgré tout flexible, bénéficiant d'un large soutien de la part des citoyens, pour constater des progrès notables. Autrement dit, les mesures de communication d'informations et de sensibilisation du public vont être de plus en plus importantes pour l'efficacité de l'orientation politique.

Pour être efficaces, les politiques devront également encourager les changements de comportement chez les consommateurs européens et devront notamment insister pour que le secteur des transports, celui de l'énergie et celui de l'agriculture aient des activités



moins déprédatrices pour l'environnement. Les réformes institutionnelles et la planification financière à long terme en faveur d'une plus grande efficacité écologique peuvent contribuer à promouvoir de telles activités. Ces mesures peuvent être complétées par le recours à des instruments de l'économie de marché. Par exemple, l'abandon des subventions dommageables pour l'environnement en faveur d'actions visant à soutenir le développement et l'utilisation d'éco-innovations dans les domaines de la production industrielle, de l'énergie, des transports et de l'agriculture pourrait grandement faciliter le passage à des activités économiques plus durables.

Des objectifs environnementaux sont déjà intégrés dans de nombreuses politiques communautaires et des budgets considérables sont mobilisés pour encourager les actions et les comportements conformes à ces objectifs, par exemple au titre de la politique agricole commune. Néanmoins, étant donné la vaste nature des changements liés à l'utilisation des terres, l'Europe peut tirer parti d'une amélioration de la coopération entre les divers secteurs pour obtenir une cohésion territoriale équilibrée, par exemple entre la planification régionale de l'urbanisme et des transports d'une part et l'utilisation des fonds structurels et du fonds de cohésion de l'UE, de l'autre.

Le secteur des transports est un cas type qui permet de mettre en évidence les avantages que présentent des approches plus intégrées. Pour ce secteur, il existe une myriade d'éléments moteurs et de pressions ayant un impact sur l'environnement. D'un côté, il a considérablement réduit les émissions de polluants atmosphériques tels que les précurseurs de l'ozone et les substances acidifiantes. De l'autre, toutefois, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter dans la mesure où la demande en transports prend nettement le pas sur la réduction des émissions liées à la consommation d'énergie, obtenue grâce aux améliorations techniques et à l'application de règlements plus stricts.

Suite à l'expansion urbaine, les infrastructures de transports ont un triple impact sur les terres. Elles occupent de bonnes terres agricoles et contribuent

au bétonnage accéléré du sol et à la fragmentation des habitats dans l'ensemble de l'Union européenne. De plus, elles exposent une partie importante de la population à des niveaux de bruits élevés.

Notre besoin croissant de mobilité, routes et transport aérien, a conduit à mettre les transports au premier plan des problèmes touchant l'environnement et le développement durable, du niveau des villes à celui de la gouvernance mondiale. Cela reflète bien le large éventail des problèmes liés au transport, des préoccupations locales (urbanisme et esthétique urbaine) aux préoccupations mondiales (gaz à effet de serre et changements climatiques).

Des actions à long terme et mieux intégrées se sont traduites par des avantages considérables. La taxation de l'essence illustre bien l'efficacité des fluctuations à long terme des incitations économiques par le biais d'instruments liés à l'économie de marché. Ainsi, techniquement, les véhicules américains et européens sont pratiquement les mêmes. Néanmoins, les taxes européennes sur les carburants (environ 50 % du prix) ont incité les consommateurs à modifier leur comportement. Ajoutés à la pression politique en faveur de l'utilisation de technologies plus efficaces, ces facteurs font que, ces dernières décennies, la consommation de carburant des voitures européennes a été presque deux fois moindre que celle des voitures américaines assujetties à une taxation moins élevée des carburants. Des études donnent à penser qu'on pourrait faire des économies considérables en intensité énergétique en adoptant des approches similaires pour déterminer les prix de l'énergie.

Ce que nous pouvons faire

Les réformes fiscales peuvent contribuer à la création d'un environnement plus durable et plus sain. Un abandon progressif de la pratique consistant à taxer les "bonnes ressources" telles que l'investissement et le travail au profit d'une taxation des "mauvaises ressources" telles que la pollution et l'inefficacité de l'exploitation des ressources, contribuerait également à internaliser les coûts environnementaux dans les prix

des services et des produits. Cette formule créerait à son tour des clignotants plus réalistes des prix du marché.

Les décideurs pourraient également concevoir des mesures de soutien pour s'assurer que les écotaxes ne sont pas socialement inéquitables. Les populations à faibles revenus en dépensent une plus grande proportion pour satisfaire des besoins de base tels que l'alimentation, l'eau et l'énergie. Des études montrent que les taxes sur l'électricité touchent plus particulièrement les pauvres alors que les taxes de transport touchent relativement peu les pauvres qui ont moins accès aux transports privés. Les taxes sur la pollution sont généralement neutres quant à leur impact sur les différents groupes sociaux.

Les politiques tirant plus de recettes de la consommation et moins du travail peuvent également proposer une assiette d'imposition de plus en plus large en réponse au déclin de la population active et au vieillissement de la population.

Les sept stratégies thématiques élaborées en vertu du 6e programme d'action pour l'environnement, ainsi que les politiques d'intégration sectorielle et la stratégie en faveur du développement durable de l'Union européenne, encouragent toutes la planification à long terme.

Des politiques cohérentes à long terme peuvent encourager la restructuration des incitations offertes par les instruments financiers, les prix du marché et

les taxes, qui seront nécessaires pour réduire les coûts croissants et de plus en plus évidents d'utilisation des ressources naturelles de la planète. Les gains obtenus en termes d'efficacité écologique peuvent également contribuer à améliorer la compétitivité de l'économie européenne. Une meilleure productivité d'exploitation des ressources et de l'énergie peut également contribuer à compenser, en partie, d'autres avantages concurrentiels dont bénéficient les économies émergentes d'Asie et d'Amérique du Sud.

Néanmoins, des obstacles considérables s'opposent à la mise en œuvre effective et efficace des politiques à tous les niveaux de gouvernance de l'UE. Des études effectuées par l'AEE montrent que la structure institutionnelle peut être aussi importante que l'élaboration de la politique elle-même.

Le soutien du public pour les gains environnementaux obtenus au cours des dernières décennies trouve son reflet dans les conclusions du sondage Eurobaromètre 2005 qui donnent également à penser que les citoyens européens sont prêts à en faire plus. Le présent rapport établit que les gouvernements et les citoyens doivent effectivement en faire plus pour mettre le développement économique en conformité avec les capacités de la planète.

L'Europe est bien placée pour montrer le chemin dans ce domaine en créant une société européenne plus clairvoyante, plus saine, plus compétitive et plus stable. De telles avancées encourageraient une amélioration de l'équité et de l'efficacité écologique mondiale susceptible de garantir la qualité de vie en Europe.